

80 000 bascophones dans l'hexagone

Le jacobinisme du Centre national de la fonction publique territoriale a été dénoncé

Hur GOROSTIAGA

La deuxième journée des rencontres des langues et cultures qui se tiennent à Cambo a fait le point sur les avancées et blocages dans l'hexagone en matière de politique publique envers les langues minoritaires. Le linguiste Erramun Bachoc et François Elissalt directeur régional de l'INSEE Aquitaine ont commenté la réintroduction de l'enquête linguistique dans le recensement continu de l'INSEE, soulignant l'avancée qu'elle signifie en matière de chiffres et de la connaissance de la situation des langues régionales au sein de l'hexagone. Erramun Bachoc a rappelé qu'il s'agissait déjà en 1995 d'une revendication portée par les rencontres de langues et cultures qui aujourd'hui a obtenu gain de cause.

C'est ainsi que plusieurs données majeures, à l'heure de mettre en place une politique linguistique, sont aujourd'hui peu à peu disponibles. Par exemple, on savait qu'il y avait en Pays Basque nord 60 000 lo-



Bob EDME

Erramun Bachoc et François Elissalt, hier à Cambo.

cuteurs bascophones. Le dernier recensement permet aujourd'hui de savoir qu'il y a 20 000 autres bascophones dans l'hexagone, dont 11 000 en Aquitaine. Le recensement en continu permettra

également de connaître exactement combien de bascophones il y a dans les communes de moins de 10 000 habitants, ainsi que dans les grandes communes grâce aux échantillons annuels.

De plus, les premières informations sur la transmission familiale de la langue, élément vital dans l'existence d'une langue minoritaire, ont été évoquées. Aujourd'hui, 40% des familles bascophones transmettraient l'euskara.

CNFP

Ehouarn Auffret conseiller régional de Bretagne, président de la commission culture, a frappé fort contre le "jacobinisme" du Centre national de la Fonction Publique Territoriale. Il a rappelé que chaque commune cotise à plus de 1% au financement de cette structure, qui en retour oppose les pires difficultés pour prendre en charge la formation linguistique des agents. Ehouarn Auffret a plaidé pour une décentralisation de la structure, estimant qu'à Paris les langues minoritaires sont très mal vues, et toute revendication sur ce sujet est vécue comme une révolte des provinces.